ISSN 1958-3672

Europe fédérale

Publication de l'*Union pour l'Europe fédérale - UEF-France*

L'*U.E.F.-Europe* est membre du
Mouvement européen international (MEI)* et du *World Federalist Movement (WFM)

N° 31 – Décembre 2007 ***Abonnement 15 € - 4 numéros par an***

Directeur de la publication : Jacques Chauvin – Rédaction : Jean-Francis Billion

U.E.F.
Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

UEF France
c/o Europe Direct
13 R. de l'arbre sec - 69001 Lyon
www.uef.fr - europe-federale.asso.fr

Citoyens et partis doivent faire des prochaines élections européennes un pas significatif vers un Gouvernement démocratique de l'Union européenne

De comités fédéraux plus consensuels, je n'en ai pas en mémoire. De propositions de résolutions s'opposant les unes aux autres, il n'y en pas eu. Des amendements chaudement débattus, quelques uns. Rien que des votes à l'unanimité ou à la quasi-unanimité. Nous étions à Prague mais qu'on ne s'y méprenne pas : nulle trace de temps révolus ! A preuve : notre nouveau Secrétaire général (le jeune catalan, Joan SIMONS, récent haut responsable de la *JEF*) n'a été élu qu'à la majorité…, une majorité substantielle, cependant, que beaucoup d'élus démocratiques pourraient lui envier.

Bref, on ne pourra pas ergoter : les résolutions votées sont bien l'expression de toute l'*U.E.F.* et chaque section nationale se doit de les faire siennes. En particulier, la résolution intitulée « **Un gouvernement pour l'Europe** » (*cf.* ci-dessous) nous trace la voie que nous devons suivre dès maintenant et jusqu'aux élections européennes de 2009. C'est une voie résolument politique, au long de laquelle nous aurons à engager des actions en direction de nos concitoyens et, en même temps, en direction des partis et de leurs candidats.

Il nous faudra avoir recours à tous les moyens dont nous pourrons parvenir à disposer pour convaincre de la nécessité d'un véritable gouvernement démocratique pour l'Union européenne. Il nous faudra aussi montrer que, pour l'obtenir, le plus pertinent est de nous en remettre au Parlement européen, à celles et ceux que nous choisirons pour exercer notre souveraineté. Qu'ils l'exercent, là où les traités le leur permettent, et qu'ils luttent pour l'étendre jusqu'à ce qu'ils nous obtiennent un véritable gouvernement démocratique : des ministres et un chef, responsables devant eux, et, donc, à travers eux, devant nous, le *Peuple européen*.

Nous demanderons, donc, que les partis présentant des candidats définissent un véritable programme pour les cinq ans à venir et qu'ils s'engagent à le promouvoir tout au long de la prochaine législature. Nous leur demanderons aussi qu'ils désignent, parmi leurs candidats, celui qu'ils s'engageront, s'ils sont élus, à proposer pour présider la Commission. Le Conseil européen serait malvenu de rejeter la candidature de celui (celle) qui aura le soutien du Parlement avec lequel il devra compter dans un nombre accru de domaines où la codécision s'imposera. Ainsi pourrait naître, une Commission qui ressemblerait davantage à un gouvernement issu d'une majorité démocratiquement élue sur un programme connu.

Mais ce ne sont que quelques pas vers un peu plus de démocratie. C'est pourquoi nous demanderons aux candidats de s'engager à aller plus loin encore : qu'ils se conforment à la résolution approuvée par le Parlement, le 11 juillet dernier et qu'ils n'attendent pas pour faire de nouvelles propositions en vue de reprendre et de poursuivre le processus constitutionnel, comme l'article IV-443 du Traité réformateur le permettra.

Mais, dira-t-on, c'est faire comme si ledit traité était assuré d'entrer en vigueur. C'est le pari (peu risqué il est vrai) que le Comité fédéral a fait après avoir dit tout le mal que tout fédéraliste pense de la manière dont il a été négocié et de ses défauts, si révélateurs du nationalisme égoïste des princes qui nous gouvernent à l'intérieur de nos étroites frontières nationales. Mais, malgré cela, aucun membre du Comité fédéral n'a-t-il demandé de gêner la ratification du Traité de Lisbonne.

En France, la mise en oeuvre de cette résolution suppose que nous mobilisions tous nos moyens. La Commission nationale va devoir décider si nous devrons favoriser l'action auprès des partis ou celle auprès des citoyens. Les deux sont nécessaires. Mais nos moyens ne sont pas illimités et même si l'action nous permettra de les accroître, nous devons prendre la mesure de nos limites et faire, d'urgence, les choix les plus pertinents. Agissons pour que les élections européennes nous donnent, en 2009, un Parlement prêt à lutter pour toujours plus de démocratie. C'est ainsi que nous parviendrons à remettre l'UE sur la voie qui mène à l'Etat fédéral.

Jacques CHAUVIN
Président de l'*UEF-France*

Comité fédéral de Prague - 10 et 11 novembre 2007

Le Comité fédéral de Prague a été suivi, outre par ses membres, par de nombreux militants des pays de l'Europe centrale. Sur proposition de l'*UEF République tchèque* les travaux ont été ouverts par l'approbation à l'unanimité d'une résolution contre une manifestation néo-nazie se déroulant au même moment dans la ville. Un groupe de jeunes fédéralistes en a apporté le texte aux organisateurs d'une contre-manifestation démocratique et européiste protestant contre les tentatives de ramener l'Europe aux haines nationalistes du passé.

La Présidente **Mercedes Bresso** a ouvert le débat politique par une analyse du Traité de Lisbonne et a introduit deux interventions de **Guido Montani** et de **Philip Agathonos** (*UEF Autriche*) pour définir les lignes d'action des fédéralistes dans la perspective des élections européennes de 2009. Comme l'a écrit **Jacques Chauvin** dans son éditorial, le débat a montré un large consensus en particulier sur la demande faite aux partis politiques de désigner avant les élections leur candidat à la Présidence de la Commission européenne. Le Comité fédéral a également fixé le prochain Congrès supranational de l'*U.E.F.-Europe* au printemps 2008 en principe à Bruxelles et approuvé 3 résolutions, à l'unanimité (Appel aux partis politiques pour les élections européennes de 2009, résolution sur le Traité de Lisbonne, et contre le racisme et la xénophobie) dont nous reproduisons deux ci-dessous.

U.E.F.
Union of European Federalists
Union des Fédéralistes Européens
Union der Europäischen Föderalisten

Appel aux partis politiques européens au sujet des élections européennes en 2009

Un programme de gouvernement pour l'Europe

Le Comité fédéral de l'*U.E.F.-Europe*, réuni à Prague les 10 et 11 novembre 2007,

met en garde

- les partis politiques européens, constatant que les élections européennes ont toujours été utilisées à des fins de politiques nationales, demandent que les prochaines élections de 2009, soient enfin l'occasion d'examiner en profondeur la construction d'une Europe démocratique.

croit

- que les partis politiques européens ont assez de pouvoir au sein du Parlement européen pour faire des élections européennes le point de départ d'une Europe démocratique, capable d'agir.
- que la façon de construire une « démocratie supranationale » telle qu'elle a été définie dans la résolution du Parlement européen, le 7 juin 2007, c'est qu'ils permettent aux citoyens européens non seulement d'élire leurs représentants au Parlement européen mais aussi de choisir le Président de l'exécutif, c'est à dire de la Commission européenne, pour mettre en œuvre leur programme électoral.

demande

- que les partis européens présentent, avant les élections européennes, un candidat à la Présidence de la Commission européenne et qu'ils annoncent aux électeurs qu'ils demandent à celle-ci de mettre en œuvre leur programme électoral.
- que les partis politiques européens incluent dans leur programme l'engagement « d'aller plus loin dans l'établissement d'une Constitution pour l'Union» comme indiqué dans la résolution du Parlement européen du 11 juillet 2007 et conformément à la clause de révision du Traité de Lisbonne (articleIV-443).

Contre le racisme et la xénophobie

Adoptée à l'unanimité par le Comité fédéral de l'*U.E.F.-Europe* réuni à Prague les 10 et 11 novembre 2007

Nous protestons fortement contre les efforts pour diffuser le néo-nationalisme et même le néo-nazisme dans les rues de Prague.

- L'*U.E.F.* soutient catégoriquement la liberté de religion et souligne la nécessité de la coopération en Europe pour éviter toute renaissance du néo-nationalisme et du néo-nazisme.

- L'*U.E.F.* invite le Parlement européen et la Commission européenne à s'assurer que les droits fondamentaux des citoyens soient intégralement respectés dans l'ensemble de l'Union européenne.

Vie de l'*UEF-France*

Deux réunions de nos instances (Bureau et Commission nationale)

PARIS - **Une vingtaine de membres de la Commission nationale se sont réunis à Paris le 20 octobre au lendemain d'une table-ronde importante organisée par l'*UEF Ile-de-France* dans les locaux du Bureau de Paris du Parlement européen.**
Etaient représentées les régions Alsace, Franche-Comté, Ile-de-France, Midi-Pyrénées (Grand-sud, Midi-Pyrénées, plus le département de l'Aude) et Rhône-Alpes. La région Languedoc-Roussillon *South of France* (LR, moins le département de l'Aude) s'était fait excuser.

Diverses questions administratives ont été réglées après les mots d'accueil du Président **Jacques Chauvin** (fiscalité des associations, état des adhésions au niveau national et à celui des régions, site de l'*UEF-France* (de mieux en mieux référencé dans le milieu associatif européen et fédéraliste [**uef-fr**] sous la responsabilité de **Valéry-Xavier Lentz [***I-d-F***])**, plaquette de présentation de l'*UEF-France* en préparation par **David Soldini (***I-d-F***)**… Un point a aussi été fait sur les sections régionales avant décision d'organiser à Lyon une réunion de réflexion avec **Guido Montani**, Président du *MFE* italien, chargé par l'*U.E.F.-Europe*, en vue du Comité fédéral, d'un rapport sur la stratégie fédéraliste après l'adoption du Traité de Lisbonne.

Jacques Chauvin (*I-d-F***)** a rappelé en ouvrant le débat politique que si le « Traité réformateur n'est pas le nôtre » il comporte cependant quelques avancées sur le Traité de Nice et que les fédéralistes ne doivent pas le combattre mais que, par contre, leur responsabilité reste entière car la méthode intergouvernementale est à nouveau à l'œuvre et la démarche constitutionnelle abandonnée. Le débat a porté sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la création par certains membres de l'*U.E.F.* (dont quelques membres de l'*UEF-France*) d'un *Comité pour un État fédéral européen (CEFE)*. **Jacques Chauvin** a précisé qu'il ne voyait pas de différence significative entre le manifeste du *CEFE* et les discussions du dernier Bureau élargi de l'*U.E.F.-Europe*. Les pistes de réflexion suivantes ont aussi été explorées : nécessité de tirer bénéfice de la campagne pour un référendum européen sur une constitution européenne, revendication d'un ***gouvernement européen***, tenir compte de la perception souvent imparfaite et imprécise du fédéralisme en France… Dans le contexte de la préparation des élections européennes de 2009, il a été affirmé l'importance de revendiquer la prise en compte de points précis : listes transnationales, candidats à la présidence de la Comission et de l'UE, programmes européens pour les partis politiques européens… Il a aussi été convenu que l'évolution de l'UE vers une Europe à géométrie variable semblait être dorénavant inéluctable, la question étant de savoir comment cela se déciderait et quelle attitude adopter. **David Soldini** a enfin résumé quelques actions clés : en direction des partis politiques européens, autour du thème d'un gouvernement européen et sur l'affirmation des symboles de l'Union européenne aux différents niveaux, du plan local au plan national.
Sur la base de deux propositions distinctes de **Michel Morin** (*Rh-Alp*) et de **François Coutin** (*Rh-Alp*) une discussion s'est engagée sur l'immigration, y compris sur la question plus spécifique de l'application de tests ADN aux demandeurs de regroupement familial. Un tour de table faisant apparaître des positions divergentes, sur proposition de **Jean-Pierre Gouzy** (*I-de-F*) le Bureau a été chargé de proposer un texte de résolution à la Commission nationale qui puisse être transmis au niveau européen de l'*U.E.F.* afin de faciliter une prise de position européenne des fédéralistes.

LYON - **Quinze membres de la Commission nationale se sont à nouveau réunis à Lyon le 8 décembre, suite à une réunion du Bureau la veille. Douze autres s'étaient excusés mais ont parfois, de même que des membres et sympathisants de l'*UEF Rhône-Alpes* et des *Jeunes Européens – Lyon*, pu participer à la Conférence de Guido Montani.**
Etaient représentées les régions Franche-Comté, Ile-de-France, Région Languedoc-Roussillon / *South of France* (L-R, moins le département de l'Aude) et Rhône-Alpes. Les régions Alsace et Midi-Pyrénées (Grand Sud, avec le département de l'Aude) s'étant fait excuser.

Le Président **Jacques Chauvin,** a effectué un bref compte-rendu de la réunion de Bureau de la veille : listes des adhérents, accroissement de la visibilité de l'*UEF-France*, diffusion de *Europe fédérale* (passée cette année et pour l'avenir à une parution -au moins- trimestrielle), et mise à disposition du bulletin chez nos partenaires, conférences diverses, etc.
Il a confirmé que, suite aux travaux préparatoires des « *États généraux pour l'Europe* » de Lyon (21 juin 2007), l'*UEF-France* avait été, comme nous l'avions demandé, chargée de l'animation d'un « atelier », sur le thème « aux urnes citoyens », important dans la perspective de l'organisation des élections européennes et de la stratégie des fédéralistes pour un **gouvernement européen** suite au Traité de Lisbonne.

Jacques Chauvin a introduit le débat politique suite à son compte-rendu du Comité fédéral de Prague. Il en a présenté la motion politique (*cf.* page 2) qui en appelle aux partis politiques pour qu'ils s'engagent dans la formulation de programmes de gouvernement pour la prochaine législature européenne et qu'ils désignent leur candidat à la présidence de la Commission avant les élections européennes de 2009. Il a enfin mis en exergue la position de 16 Etats de l'UE qui souhaitent joindre une annexe au Traité de Lisbonne pour le rétablissement des symboles de l'Union.
André P. Darteil (*Rh-Alp*), le Dr. **Poty** (*I-de-F*), **Michel Morin** (*Rh-Alp*), **Yves Lagier** (*F-C*), **Jacques Chauvin** (*I-d-F*), **Eric Ternon** (*L-R*), **Bernard Giroud** (*Rh-Alp*),

Henna Malvigue (*Rh-Alp*), **Guy Plantier** (*Rh-Alp*), **Jeannie Lagier** (*F-C*) ont plus particulièrement participé au débat qui a suivi (quels partis politiques contacter, français ou européens, [et cas des partis nationalistes], engagement souhaité du *Mouvement européen-France* en faveur des symboles de l'UE, intérêt de la motion du Comité fédéral, ratification du Traité de Lisbonne, « Prix du livre européen » remis à l'ancien Premier ministre belge **Guy Verhofstadt** pour son livre *Les Etats-Unis d'Europe*, action éventuelle sur le thème de l'énergie, projet d'université européenne à Strasbourg… Le débat a également eu lieu sur le rôle exact des fédéralistes : *think tank* européen, pour peser sur les décideurs, actions auprès des citoyens, présence dans la rue, positionnement et spécificité de l'*Intergroupe fédéraliste au Parlement européen*…, nombre de ses membres participant dorénavant aux travaux de la Commission des affaires constitutionnelles du PE…

La Commission nationale a également :

- renouvelé la représentation du l'*UEF-France* au Conseil du *Mouvement européen-France* qui sera dorénavant la suivante : **Jacques Chauvin**, **Michel Morin** et **André P. Darteil ;**
- et adopté le principe de trois textes, une résolution politique (*cf.* ci-après), une adaptation de ce texte pour envoi aux partis politiques et une lettre ouverte au Président de la République demandant que la France rejoigne le groupe de pays favorables au retour des symboles de l'UE dans les traités (*cf.* ci-après).

Sandra Fernandes (*I-d-F*) qui participe dorénavant aux travaux du Bureau et y tient le rôle d'attachée de presse de l'*UEF-France* adressera le texte de la lettre ouverte et de la motion politique à l'ensemble de la presse régionale et nationale.

Résolution de la Commission nationale de l'*UEF-France*

La Commission nationale de l'*UEF-France*, réunie à Lyon, le 8 décembre 2007,

- prend acte des avancées du Traité de Lisbonne par rapport au Traité de Nice ;
- déplore les reculs du même traité par rapport au projet de Traité constitutionnel et décide de faire campagne pour que la France signe la déclaration des 16 Etats proclamant leur attachement aux symboles de l'Union européenne ;
- condamne la procédure non démocratique qui a donné naissance au texte du traité finalement approuvé par un Conseil européen où les égoïsmes souverainistes nationaux se sont donnés libre cours ;
- approuve sans réserve la résolution « **Un programme de gouvernement pour l'Europe** » adoptée par le Comité fédéral de l'*U.E.F.-Europe*, à Prague, le 11 novembre 2007,

et,

- **appelle les sections de l'*UEF-France* à s'engager, sans attendre, dans la campagne des élections au Parlement européen en 2009 afin d'obtenir un gouvernement plus démocratique de l'UE, --- une « démocratie supranationale », comme il est défini dans la résolution du Parlement européen du 7 juin 2007.**

Pour cela, il sera demandé à chaque parti présentant des candidats,

1) de publier le programme des actions et des politiques que ses élus se proposent de promouvoir pendant la mandature, -un programme dans l'intérêt commun des citoyens de l'Union et non pas seulement dans celui des électeurs français au sein de l'Union ;

2) de faire connaître son candidat à la présidence de la Commission ;

3) de déclarer que ses élus, qu'ils soient dans la majorité du Parlement ou non, demanderont que la Commission reçoive la responsabilité de mettre en oeuvre le programme soutenu par la majorité ;

et

4) de s'engager à ce que ses élus fassent, dès la première session du Parlement européen, des propositions pour la convocation d'une nouvelle Convention, afin d'aller plus loin vers l'établissement d'une constitution de type fédéral pour l'Europe.

LETTRE OUVERTE au PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55-57, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Monsieur le Président,

satisfaite et reconnaissante de la place qu'en maintes circonstances majeures, vous faites aux symboles de l'Union européenne, l'*Union pour l'Europe Fédérale*, section française de l'*Union des fédéralistes européens*, s'étonne et s'afflige d'apprendre, par une publication de la Représentation en France du Parlement européen, que la signature de la France ne figure pas au bas du texte de la déclaration qui doit être annexée au Traité de Lisbonne et par laquelle seize Etats européens confirment leur attachement aux symboles de notre appartenance commune à l'Union européenne.

Elle vous demande instamment de signer cette déclaration au nom des citoyens européens de France et vous prie, Monsieur le Président, d'agréer, l'expression de la très haute considération de ses membres.

Jacques CHAUVIN - Président

Guido MONTANI
Président du *MFE* italien

Le rôle d'avant-garde des fédéralistes dans le nouveau cadre politique *Europe-monde*

A la prochaine élection européenne de 2009, l'Europe se trouvera à un carrefour. Si aucune initiative n'est prise pour s'opposer à la dérive anti-européenne qui s'enracine toujours davantage dans la politique, l'élection deviendra l'occasion d'un renforcement de l'Europe intergouvernementale. Il est facile de prévoir que la participation électorale continuera à chuter, comme cela s'est produit depuis 1979, à cause du peu de poids que pèse le Parlement européen dans le système décisionnel communautaire. Les *eurosceptiques* pourront ainsi soutenir, comme ils l'ont fait depuis les référendums négatifs en France et aux Pays Bas, que l'Union européenne (UE) ne passionne pas les citoyens. On dira que le fossé entre l'Europe et les citoyens est désormais un fait structurel, que la démocratie européenne est un rêve fédéraliste qui décline et que l'UE doit finalement devenir, sans compromis avec la « démagogie fédéraliste », un véritable organisme intergouvernemental au service des gouvernements nationaux. Un échec de l'élection européenne ouvrirait ainsi la voie à une perspective -réédition de l'Europe des patries de De Gaulle- qui avait déjà partiellement été redimensionnée par le projet de Constitution européenne.

Pour comprendre comment s'opposer à cette perspective, il faut avoir présent à l'esprit que le Traité de Lisbonne est le fruit et le symptôme d'un cadre politique difficile à comprendre avec les schémas du passé. L'Europe est désormais devenue un sujet actif de la politique mondiale, même si elle ne dispose pas d'un poids militaire significatif. Des questions telles que la paix, la justice internationale, l'environnement et l'avenir de l'espèce sont en train de transformer l'humanité en une communauté de destin. L'avenir écologique de la planète met en évidence une dimension morale que partagent de plus en plus de peuples et de citoyens de tous les continents. L'Europe est une puissance nouvelle qui participe activement à la construction d'un ordre multipolaire coopératif. Dans ce cadre politique *Europe-monde*, la question décisive sera : qui gouverne l'Europe ? La création d'un gouvernement européen, capable de mener une politique extérieure adaptée aux défis des temps nouveaux, constitue le fait politique qui décidera du sort de la planète. L'UE doit réussir à parler d'une seule voix. L'énergie, l'emploi, l'écologie, la sécurité intérieure et internationale requièrent des réponses unitaires et des moyens efficaces d'intervention. L'exigence d'un gouvernement fédéral se manifestera de plus en plus fortement. L'Europe a besoin d'un gouvernement parce que le monde a besoin de l'Europe. L'Europe obtiendra une crédibilité aux yeux des citoyens si elle peut montrer la voie pour un avenir de paix et de solidarité internationale.

L'avenir est déjà en train de se construire. Mais il n'est pas dit qu'il va dans la direction souhaitée par les fédéralistes. Si le Traité de Lisbonne est ratifié, comme cela semble probable, le Conseil européen sera présidé par une personnalité importante. Les gouvernements nationaux sont déjà en train de discuter de différentes candidatures. Ce *Mister*, ou cette *Mrs*. Europe, commencera à assumer aux yeux des citoyens et des autres gouvernements du monde, le rôle d'un chef de gouvernement ou d'un chef d'Etat. Le Président du Conseil occupera nécessairement une partie importante de la scène européenne puisqu'il pourra conditionner et orienter la politique extérieure et de sécurité et les grands choix économiques qui sont à l'heure actuelle, à travers les ministres des finances (*Ecofin*) et l'Eurogroupe (pour les pays de la zone euro) dans les mains des gouvernements nationaux.

Certains soutiendront qu'une autorité intergouvernementale visible vaut mieux que la situation chaotique actuelle. Il y a du vrai dans cette affirmation. Mais il ne faut pas oublier qu'un nouveau renforcement et une nouvelle légitimation de la méthode intergouvernementale ne favorisent qu'une cohésion de façade. L'UE restera structurellement divisée par le *veto*, les rivalités nationales et l'impossibilité de réaliser des politiques unitaires effectives. Il s'agit d'un gouvernement européen illusoire. Toutefois, en Europe, les illusions peuvent durer longtemps et produire des effets néfastes.

Dans le projet de Constitution européenne et maintenant dans le Traité de Lisbonne, il existe un contrepoids institutionnel à cette perspective, voulu par les fédéralistes et soutenu par le Parlement européen. Le principe fédéral, sur lequel se sont développé les premières institutions européennes, s'articule sur l'axe Parlement-Commission. Jusqu'à présent cette ligne de développement a produit peu de résultats à cause de l'apathie des partis européens qui, au Parlement européen, se sont contentés de chercher des formules de coexistence pacifique, sans être obligés de serrer les rangs pour soutenir ou contrer un exécutif. La Commission a joué un rôle important dans le passé, avec Jacques Delors, dans la phase de construction du Marché unique et de l'Union monétaire, mais une

fois ces grands chantiers institutionnels terminés, elle est progressivement passée à l'arrière plan. Actuellement, la Commission Barroso joue plus le rôle d'un secrétariat du Conseil que celui d'un exécutif responsable devant le Parlement européen. Et ce rôle de secrétariat sera ultérieurement confirmé par la nomination d'une personnalité politique de premier plan en qualité de Président du Conseil européen. Ainsi, sans nouvelles réformes bruyantes, le noyau fédéral de l'Europe sera progressivement redimensionné.

L'alternative la plus réaliste à l'étouffement en douceur du noyau fédéral de l'UE réside dans l'exploitation par les partis européens de la possibilité de présenter un candidat comme Président de la Commission européenne au cours même de la campagne électorale. Si cela se produit, le Conseil européen devra désigner le Président de la Commission « en tenant compte des résultats électoraux ». Et la Commission devra ensuite recevoir un vote de confiance de la part du Parlement européen. En substance, le cercle vertueux de confiance « citoyen parti parlement gouvernement » qui représente la colonne vertébrale de tout système fédéral, se mettrait en marche. Dans les régimes démocratiques, la seule source légitime du pouvoir réside dans la souveraineté populaire. A l'*Union des gouvernements* il faut opposer l'*Union du Peuple fédéral européen*.

Si les partis européens savent répondre au défi des gouvernements, une phase difficile de cohabitation s'ouvrira entre le Président de la Commission et le Président du Conseil européen. La cohabitation sera difficile parce que la Commission a encore relativement peu de pouvoir pour certaines compétences cruciales, comme la politique extérieure et la fiscalité, qui sont pratiquement entièrement dans les mains des gouvernements nationaux. Mais le Président de la Commission pourra faire valoir sa légitimité démocratique et promouvoir, en accord avec le Parlement européen, de nouvelles réformes institutionnelles qui renforceront l'axe institutionnel fédéraliste. Aujourd'hui, un acte de courage de la part des partis européens représente la meilleure garantie d'un futur Parlement fier de son investiture démocratique et de ses nouveaux pouvoirs de réforme.

Dans le nouveau cadre politique *Europe-monde*, les fédéralistes auront des occasions d'actions extraordinaires pour relancer, à travers la revendication d'un gouvernement fédéral, la demande d'une Constitution européenne. Mais nous devons agir au plus vite si nous ne voulons pas rater l'occasion des élections européennes et laisser l'avantage à l'Europe intergouvernementale. Les partis européens commencent à se préparer à l'élection européenne. Mais aucun d'eux ne veut s'exposer en avançant une proposition aussi audacieuse que la présentation d'un candidat à la Présidence de la Commission. Rompre avec un système qui dure depuis trente ans n'est pas facile. Abandonner les eaux tranquilles du port pour sortir en haute mer pourrait coûter sa carrière à un dirigeant étourdi. C'est pour cela qu'il est probable que les partis choisiront la solution commode de laisser les choses comme elles sont, en attendant de voir ce qui se passera d'ici la prochaine élection de 2014. C'est seulement s'ils étaient pressés par leur base et leurs sympathisants qu'ils pourraient oser davantage. Toutefois, les militants et les sympathisants ne sont pas conscients, en fait, de l'enjeu de 2009. Très peu de gens pourraient dire quels sont les dirigeants européens de leur parti favori. Les luttes internes des partis ont encore une dimension nationale. C'est ainsi que la boucle est bouclée.

C'est dans de telles circonstances que le rôle d'avant-garde des fédéralistes européens apparaît à l'évidence. Seule une force politique européenne extérieure au *système des partis* peut les contraindre à faire un pas qui pourrait déclencher une réaction en chaîne allant jusqu'à une relance du processus constituant et à la création d'un gouvernement fédéral, cheville ouvrière du nouvel ordre international de paix. Toutefois, le temps presse. De fait, l'action doit démarrer et réussir courant 2008. La campagne électorale commencera dans les premiers mois de 2009. Il sera alors trop tard. Nous devons donc saisir l'occasion du Congrès de l'*U.E.F.-Europe*, en avril 2008, pour lancer une **Campagne pour un Gouvernement fédéral européen**. Au départ, l'action fédéraliste consistera à politiser la campagne électorale européenne. Une pression sur les partis européens ne peut réussir que si elle a une dimension et un développement européens. Les formes de cette pression sur les partis devront être soigneusement discutées parce qu'il s'agit d'impliquer les organisations de la société civile dans une action de récolte de signatures, de débats citoyens et de rencontres avec les dirigeants nationaux et européens. Il est nécessaire de retourner au plus vite dans la rue avec de nouveaux slogans et de nouveaux alliés.

Le cadre politique a changé. La nouvelle perspective c'est l'*Europe-monde*. La lutte pour le gouvernement européen qui se développera au fur et à mesure, coïncidera toujours davantage avec la lutte pour la construction d'un nouvel ordre international de paix et de solidarité.

DEMANDEZ NOUS DES EXEMPLAIRES DE « *EUROPE FEDERALE* »
Téléchargez la sur notre site, www.uef.fr, et diffusez la. Merci.

19° CONGRES DE LA *JEF EUROPE* - Copenhague

Les Jeunes Européens France

Jessica PENNET (*JE-F* et *UEF I-d-F*) et Florient BANFI (*JE Sorbonne*) membres du nouveau Bureau exécutif

Le 19ème. Congrès de la *JEF Europe*, organisé à Copenhague (19-21 octobre), a fixé un programme ambitieux pour les deux prochaines années. Samuele PII, de la *GFE* italienne (Florence) a été élu à cette occasion à la Présidence du mouvement. Il a insisté sur le potentiel que les prochaines élections européennes de 2009 offraient pour ramener les citoyens sur les thématiques européennes et signalé (comme la résolution politique) qu'une campagne pour la relance du processus en vue d'une constitution européenne serait un point central de la politique de l'association. La *JEF* a dénoncé la frilosité des gouvernements européens qui ont abandonné l'objectif constitutionnel et se sont mis d'accord sur un Traité rédigé de manière illégitime et antidémocratique. « Le Traité réformateur peut amener des avancées institutionnelles mais il ne va pas assez loin dans la résolution des nombreux problèmes de l'Union européenne, a-t-il commenté, ajoutant, « Si les gouvernements ont peur des citoyens, la *JEF*, elle, propose de les engager plutôt que de les exclure ».

L'année 2007 marque le centenaire de la naissance d'Altiero Spinelli et le cinquantenaire des Traités de Rome. Samuele Pii a commenté à ce sujet que son élection « coïncidait avec ces dates importantes dans l'histoire de l'intégration européenne » et que « c'est notre génération de jeunes européens qui doit relancer l'unification européenne ».

Le Congrès de Copenhague a également élu le nouveau Bureau exécutif de la *JEF-Europe* : Président Samuele Pii, Vice-présidents Jessica Pennet (JE France) et Toni Giugliano (GB), Trésorier Till Burrckhardt (Suisse) et membres du Bureau : Sofia Tylagada (Grèce), Vaida Cesnuleviciute (Lituanie), Florent Banfi (JE France) et Tobias KOHLER (Allemagne).

INTERGROUPE FEDERALISTE AU PARLEMENT EUROPEEN

Les Fédéralistes accueillent favorablement le Traité de Lisbonne

L'*Intergroupe fédéraliste au Parlement européen* se réjouit de la proclamation solennelle de la Charte des droits fondamentaux le 12 décembre et de la signature du Traité de Lisbonne le jour suivant. Ce mardi, l'*Intergroupe fédéraliste* a déclaré :

« Le nouveau Traité va intensifier la capacité d'action de l'Union européenne en augmentant l'efficacité des institutions et des mécanismes de prise de décision. Armée du Traité, l'Union sera capable d'affronter ses nouveaux défis mondiaux et de s'attaquer aux problèmes les plus importants pour les citoyens, tels que le changement climatique, la sécurité énergétique, le terrorisme international, la criminalité transnationale, l'asile et l'immigration ».

« Le Traité de Lisbonne va beaucoup améliorer le caractère démocratique de l'Union en accroissant les pouvoirs du Parlement européen, en ancrant la Charte des droits fondamentaux et en renforçant l'état de droit. Ce nouveau traité fait de l'Union européenne une union de valeurs ».

« S'il est ratifié, le Traité de Lisbonne sera un pas en avant décisif dans l'évolution constitutionnelle de l'Union européenne. Sur le plan historique, il est au moins aussi important que le Traité de Maastricht (1991) qui a introduit la monnaie unique et établi les premières dispositions pour la politique étrangère et de sécurité commune et pour la coopération dans la justice et la police ».

Andrew DUFF (*ALDE*, UK), co-Président de l'Intergroupe, qui représentait le Parlement à la Conférence intergouvernementale, a déclaré :
« Bien que les fédéralistes restent déçus de l'échec de la ratification du Traité constitutionnel, nous pouvons être confiants que le Traité de Lisbonne contribuera beaucoup à construire ensemble notre avenir commun en tant qu'Européens. L'Union européenne a besoin de ratifier le Traité aussi vite que possible. Le Parlement européen, en particulier, doit consacrer 2008 à se préparer à assumer – avec adresse et imagination - les nombreuses nouvelles responsabilités que lui confère le Traité ».
Jo LEINEN (*PSE*, D), Président de la commission des Affaires constitutionnelles et Membre du Comité d'animation de l'Intergroupe a souligné:
"Les Fédéralistes européens ont mené campagne pendant plus de 50 ans pour une Europe démocratique dans laquelle les citoyens auraient le dernier mot. Avec le Traité de Lisbonne, nous faisons un pas de plus dans cette direction. Ceux qui voteront aux élections européennes auront désormais le pouvoir d'influencer de façon décisive la direction politique de l'Union et qui doit la diriger ».

Contacts : **Andrew Duff (33) 3 88 17 79 98 , Jo Leinen (33) 3 88 17 78 42**
Comité d'animation : **Carlos CARNERO GONZALEZ (PSE, E), Thierry CORNILLET (ADLE, F), Jean-Luc DEHAENE (PPE-DE, B), Andrew DUFF (ADLE, UK), Monica FRASSONI (Verts/ALE, I), Sylvia-Yvonne KAUFMANN (GUE/NGL, D), Alain LAMASSOURE (PPE-DE, F), Jo LEINEN (PSE, D), Gérard ONESTA (Verts/ALE, F), Libor ROUCEK (PSE, CZ), Alexander STUBB (PPE-DE, FIN)**
105 Députés de 22 pays et de 5 groupes du Parlement européen ont adhéré à l'*Intergroupe fédéraliste*

Bruno BOISSIERE
Secrétaire de l'*Intergroupe fédéraliste au Parlement européen*
Federalist.Intergroup@gmail.com - Tél. : (32) 496.38 02 97

« Note aux Amis du Traité de Lisbonne - n° 244 »
16 Etats-membres confirment leur attachement aux symboles de l'Union

Réagissant à la suppression des symboles de l'UE dans le corps même du traité de Lisbonne par la Conférence intergouvernementale, un groupe de 16 Etats membres a adopté une déclaration -qui sera annexée au Traité- confirmant la valeur et la signification qu'ils continuent d'attacher à ces symboles .

Extraits du texte de cette déclaration :

« (les 16 Etats membres) déclarent que le **drapeau européen** (...), l'**hymne** tiré de l'« **Ode à la joie** »(...), la devise '**Unis dans la diversité**', l' **euro** en tant que monnaie de l'UE et la **Journée de l'Europe**, le 9 mai, continueront d'être, pour eux, les symboles de l'appartenance commune des citoyens à l'Union européenne et de leur lien avec celle-ci. »

Les 16 Etats membres signataires sont :
BELGIQUE / BULGARIE / ALLEMAGNE / GRECE / ESPAGNE / ITALIE / CHYPRE / LITUANIE / LUXEMBOURG / HONGRIE / MALTE / AUTRICHE / PORTUGAL / ROUMANIE / SLOVENIE / SLOVAQUIE.

Jean-Guy GIRAUD
Directeur du *Bureau du Parlement européen* à Paris

Dans plus de 50 villes européennes, la *JEF* dans la rue : « *I want my Flag back* »

Les 13 et 14 décembre les *JEF* sont descendus dans la rue dans une action coordonnée avec les drapeaux de l'UE pour rappeler aux Chefs d'Etat et de gouvernements que l'Europe a des symboles. Cette action a donc coïncidé avec la signature officielle du Traité de Lisbonne qui n'y fait plus référence (tels que le drapeau et l'hymne), alors qu'ils étaient mentionnés dans le TCI abandonné par les gouvernements européens bien qu'il avait été approuvé par une majorité des Etats et des citoyens de l'UE.

L'action de la *JEF* s'est déroulée dans plus de 50 villes à travers toute l'Europe, dans des Etats-membres de l'UE tout comme dans certains pays n'en faisant pas partie, de Ankara à Cardiff et de Riga à Barcelone, y compris à Bruxelles devant les locaux du Conseil européen et à Lisbonne durant la cérémonie de signature du Traité.
En France cette action a eu lieu, en particulier, à Bordeaux, Cabourg, Lyon, Nancy, Nîmes et Paris. A Strasbourg, à l'appel des *JE-F*, ce sont une vingtaine de Députés européens qui ont manifesté au sein du Parlement européen avec les mêmes slogans « *I want my Flag back* » et « C'est mon drapeau », dont plusieurs élus français et Jo Leinen, Président de la Commission constitutionnelle du Parlement européen et Président honoraire de l'*U.E.F.*
C'est ainsi que les jeunes fédéralistes ont arboré le drapeau européen avec un slogan faisant ironiquement allusion à une interpellation célèbre de l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher réclamant, il y a quelques années, avec obstination une ristourne sur la contribution britannique au budget communautaire.

Informations sur le site international : www.jef.eu

La grande roue de la Place Bellecour -Lyon- décorée (comme la statue de Louis XIV) par les *JE Lyon* et l'*UEF Rhône-Alpes*

Les *Jefistes* ont été présents en particulier à :

Allemagne – *Berlin, Augsburg, Stuttgart, Jena, Bremen* ; Belgique – *Bruges, Bruxelles* ; Bulgarie – *Sofia* ; Croatie – *Zagreb* ; Danemark – *Copenhage* ; France - *Paris, Nancy, Strasbourg, Bordeaux, Lyon, Cabourg, Nimes* ; Grèce – *Athènes, Heraklion, Komotini* ; Hongrie – *Budapest* ; Italie – *Bologne, Gênes, Rome, Milan, Padoue, Pescara, Prato, Vérone* ; Lettonie – *Riga* ; Lituanie – *Vilnius* ; Macédoine (FYR) – *Bitola, Skopje* ; Malte – *La Vallette* ; Norvège – *Oslo* ; Portugal – *Lisbonne* ; Serbie – *Niš* ; Slovaquie

– ***Bratislava*** ; **Slovénie** – ***Ljubljana*** ; **Espagne** – ***Barcelone, Tarragone*** ; **Suède** – ***Uppsala*** ; **Turquie** – ***Ankara, Istanbul*** ; **Royaume uni** – ***Aberystwyth, Cardiff, Durham, Edimbourgh, Londres, York…***

Le drapeau fédéraliste - drapeau du combat pour l'Europe

David SOLDINI
Vice-président de l'*UEF-France*
Article publié par *Le Taurillon*

Il semblerait que ce soit Duncan Sandys, conservateur anglais, beau fils de Churchill, chargé de créer et développer le *Mouvement européen* en Grande-Bretagne, qui ait proposé pour la première fois le drapeau avec un grand « **E** » comme symbole de l'unité européenne. L'ironie de l'histoire a donc voulu que ce soit un Anglais qui propose le drapeau de la lutte politique pour l'unité européenne.

Le premier drapeau de l'unité européenne

Ce drapeau, un grand E rouge sur fond blanc, est apparu pour la première fois en 1948, au Congrès de La Haye. Le Congrès réunissait l'ensemble des organisations européennes et fédéralistes et devait déboucher, notamment, sur la création du *Mouvement européen*, regroupant l'ensemble des organisations proeuropéennes.
Ce fut pourtant à cette occasion que surgirent les premières divisions entre ***unionistes*** et ***fédéralistes*** : les premiers se satisfaisant d'une simple union d'Etats, les seconds désirant créer une véritable fédération européenne.
Lors du premier congrès du *Mouvement européen*, en septembre 1948 à Strasbourg, les dirigeants du nouveau mouvement décidèrent d'adopter le vert à la place du rouge. Le **E** vert symbolisait l'espoir de l'unité européenne et la paix à laquelle aspiraient les peuples européens.

Photo extraite du *blog* de Valéry-Xavier Lentz

Le drapeau de tous les Européens ?

Ce drapeau ne devait cependant jamais devenir le drapeau institutionnel de l'Union. En effet, en 1986, ce fut le drapeau étoilé qui fut choisi pour représenter l'UE. Le drapeau au **E vert** devait rester le drapeau des militants européens**.** Décliné de différentes manières il est aujourd'hui encore utilisé par de nombreuses organisations européennes, mais ce sont sans nul doute les fédéralistes qui contribuent de façon décisive à faire vivre ce drapeau et le projet qu'il représente.

Le drapeau d'un projet politique

En effet, le **E** vert représente davantage que la simple idée de l'unité européenne. Il symbolise aujourd'hui le combat politique en faveur de l'union fédérale du continent. Ce n'est pas un drapeau alternatif à celui de l'Union européenne, mais un drapeau complémentaire. Le **drapeau étoilé** représente l'Union telle qu'elle est, c'est-à-dire les institutions européennes mais aussi l'idée de citoyenneté européenne. Le **E vert** représente l'Union telle qu'elle devrait être pour les partisans de l'Europe et, plus encore, pour les partisans de l'Europe fédérale**.** C'est pour cette raison profonde qu'il ne faut pas faire disparaître ce drapeau ; qu'il faut au contraire l'utiliser et le faire connaître.
Il représente ce qui aujourd'hui n'est pas encore réalisé mais qui reste pourtant nécessaire. Il symbolise ce qu'il faut encore accomplir pour construire cette Europe dont nous avons tous besoin : une Europe démocratique et efficace, une Europe capable d'agir dans le monde et en mesure d'affronter les défis du XXIème siècle, une Europe capable de défendre et de promouvoir, au-delà de ses frontières, les valeurs de paix, d'humanisme et de progrès qui constituent le patrimoine commun de tous les citoyens européens.
C'est ce drapeau que des militants fédéralistes hissèrent devant les postes frontières dans l'immédiat après guerre, c'est encore ce drapeau qui fut utilisé dans les années 70 pour demander l'élection directe du Parlement européen, c'est également ce drapeau qui fut porté par plus de 100.000 manifestants à Milan en juin 1985 pour soutenir le projet de Traité du Parlement européen (connu sous le nom de Traité Spinelli), et c'est toujours ce même drapeau qui fut brandi par des dizaines de milliers de citoyens demandant une Constitution pour l'Europe lors du sommet de Nice, en 2000.

Il s'agit donc d'un drapeau de lutte. Un drapeau symbolisant le combat des Européens et des fédéralistes contre le nationalisme et contre la division de l'humanité mais aussi contre tous ceux qui, tout en acceptant l'idée de la nécessaire unité du continent, refusent d'en tirer les conséquences qui s'imposent. Il représente le rêve européen d'unité, de paix et de progrès. En ce sens sa portée dépasse les frontières de l'Europe, sa vocation est universelle comme le projet qu'il symbolise.

téléchargez les *NOTES DE L'UEF-France* sur www.uef.fr,
faîtes les suivre sur le net, polycopiez les et diffusez les. D'avance merci.
Le site est mis à jour régulièrement.

Présidence française de l'Union européenne
Nicolas Sarkozy et l'Europe : moins de paroles… plus d'actions !

Communiqué de presse *JEF Europe* et *JE-France*

Dans son discours devant le Parlement européen, le 13 novembre 2007, Nicolas Sarkozy a réitéré son engagement en faveur de l'Europe et a exposé ses priorités pour la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Les *Jeunes Européens fédéralistes* (*JEF Europe*) saluent l'agenda ambitieux annoncé pour la future présidence française. « Les aspirations du Président français à créer une véritable politique européenne de défense et à étendre le vote à la majorité qualifiée sont deux demandes que les fédéralistes européens défendent depuis longtemps », constate Pauline Gessant, Présidente des *Jeunes Européens-France*.
« Dans tous les cas, que le Traité modificatif soit ratifié ou non, les problèmes structurels de l'UE ne seront pas résolus » pour Samuele Pii, Président de la *JEF Europe*. « L'Europe restera loin des citoyens et faible sur la scène mondiale. C'est pourquoi le processus constitutionnel doit être réouvert -le besoin pour une Constitution européenne est plus que jamais évident », ajoute Samuele Pii.

Dans ce contexte, la *JEF* encourage la prochaine session du Parlement européen et ses députés nouvellement élus à prendre de nouvelles initiatives constitutionnelles, basées sur l'expérience de la Convention européenne.

« Proposer « un comité des sages » chargé de réfléchir au futur de l'Europe plutôt qu'impliquer la société civile va augmenter le fossé entre l'Europe et ses citoyens » remarque Pauline Gessant. « Les méthodes intergouvernementales contribuent considérablement à la montée des sentiments eurosceptiques parmi les citoyens. En reprenant les mots de Jean Monnet, il est essentiel de rappeler à Nicolas Sarkozy ainsi qu'à tous les chefs d'Etats et de gouvernements que le but final de l'intégration européenne n'est pas une coalition d'Etats mais une union des peuples » conclut Samuele Pii.

Genève – 27 au 31 août 2007
XXV° Congrès du *Mouvement fédéraliste mondial* (WFM)[1]

Plus de 160 délégués et observateurs, venus de plus de 20 pays (Allemagne, Argentine, Belgique, Cameroun, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Hollande, Japon, Grande-Bretagne, Inde, Iran, Italie, Madagascar, Mexique, Norvège, Nouvelle Zélande et Suisse) ont participé aux travaux du Congrès. Un certain nombre de sections étaient absentes (Népal, Ouganda, République dominicaine, Sierra Leone, Suède…) et l'on a regretté que la *JEF-Europe* n'ait pas non plus participé à cette session. D'autres sections sont au contraire en cours de création.

Séances plénières, séminaire public et commémoration du Congrès de Montreux de 1947

Le Congrès, après la réunion du Bureau exécutif sortant, a refusé diverses propositions de réformes statutaires dont certaines qui, sous couvert d'optimisation financière, auraient pu remettre en cause la démocratie interne. Il a par contre acté que le *WFM* aurait dorénavant une co-présidence et non plus un Président unique, et reconfirmé son engagement dans deux campagnes, pour la ***ratification du Traité instituant le Tribunal pénal international* (*TPI*)** et pour la ***Responsabilité de protéger*** des Nations unies, en direction des populations menacées de génocide. Avant les travaux en commission ont eu lieu les rapports de la Présidente (la sénatrice canadienne **Lois Wilson),** du Directeur exécutif (l'américain **William Pace**), des Présidents du Bureau exécutif et du Conseil (le britannique **Keith Best**, et, le canadien James Christie). Ont également entrecoupé les travaux, un Séminaire public au Palais des nations et la commémoration du 60ème.anniversaire de la création du *WFM* (et de l'*UEF*) ; c'est donc à Montreux, au Grand Hôtel Majestique où avaient été créés séparément les deux mouvements en août 1947, qu'ont été lus divers messages (*cf.*, dans notre dernier numéro, ceux de **Kofi Annan, Federico Mayor, Mercedes Bresso** et **Jo Leinen**), en présence des autorités locales, même si deux Parlementaires suisses, membres du mouvement, une élue *libérale* et la *socialiste* **Pascale Bröderer** (représentant les *Weltföderalisten* au Conseil du *WFM*), retenues par leurs campagnes électorales, avaient du annuler *in fine* leur participation.

Travaux en commissions et résolutions

Les commissions ont porté sur les thèmes : **1)** "justice internationale, règne de la Loi et droits de l'homme" ; **2)** "paix, sécurité humaine et prévention des conflits" **; 3) "**réforme des Nations unies et gouvernance mondiale ; le fédéralisme aux plan mondial et régional" ; **4) "**environnement mondial, et gouvernance économique, gestion des biens communs et conséquences de la mondialisation économique et sociale"**.**

[1] **En complément de ce compte-rendu, l'*UEF-France*, publiera prochainement une *Note de l'UEF-France*, incluant un compte-rendu plus complet, des photos, les messages publiés dans notre dernier numéro, les résolutions adoptées et une présentation des programmes, sites *internet*, publications… du *WFM*. Elle pourra y être téléchargée ou adressée gratuitement à tous nos adhérents qui en feraient la demande. (La liste des Notes parues -en 2007- est incluse dans ce numéro de l'*EF* et disponible sur www.uef.fr).**

Parmi ces travaux je résumerai ceux intéressant plus particulièrement les fédéralistes européens.

- **Commission n° 3**

Cette commission, sur ***la réforme de l'ONU et le fédéralisme aux niveaux mondial et régional***, a été la plus suivie et la plus passionnée en particulier sur la réforme du Conseil de sécurité. Les débats se sont concentrés sur deux propositions ; la 1°; de **Lucio Levi** (membre du Bureau exécutif du *WFM*, du Comité fédéral de l'*U.E.F.* et directeur de la revue *The Federalist debate*, soutenue par la *JEF*, l'*U.E.F.* et le *WFM*), visant à transformer le Conseil de sécurité en une "Chambre représentant les grandes régions du monde" ; la 2°; de l'universitaire américain **Joseph Schwartzberg**, tenant compte pour la représentation de ces régions de leur population mais aussi de leur PIB et de leur contribution financière au budget de l'ONU. Après de nouvelles discussions en séance plénière le Congrès a pu adopter un compromis acceptable reprenant la structure régionale du Conseil, assortie d'une pondération des votes (comme actuellement au sein de l'Union européenne), sans faire référence à ses modalités de calcul. Il est regrettable que l'absence de traduction simultanée ait amené certains délégués à s'abstenir sur ce texte ; divers délégués, dont moi-même, se sont insurgés contre ce manque, susceptible de brouiller les débats, en particulier vis-à-vis de l'importante délégation japonaise, après avoir provoqué l'annulation de la participation des délégués de la *Fundación Federalista* dominicaine.

- **Commission n° 4**

Divers projets, validés par le Congrès, émanaient de membres de l'*U.E.F*. Une en faveur d'un ***Nouveau Bretton Woods et pour un nouvel ordre économique international***, incluant la proposition d'une unité monétaire mondiale (**Alfonso Iozzo**, membre du Bureau de l'*U.E.F.-Europe***)** ; une 2°, pour la création, sur le modèle de la *CECA*, d'une ***Agence mondiale de l'environnement***, dotée de pouvoirs réels et d'un financement autonome grâce à une taxation sur le carbone dans les pays industrialisés ; une 3°, de **Peter Luff** (membre de *Federal Union*, section britannique de l'*U.E.F.* et du *WFM)* proposant la fondation d'une ***Communauté mondiale pour le climat*** basée initialement sur la participation d'un groupe d'Etats volontaires.

La dernière session du Congrès a été dédiée au renouvellement des organes de direction et à l'acceptation de trois nouvelles organisations associées : ***Planetafilia*** (Mexique), ***Democracia Global*** (Argentine) et ***Sapiens Movement*** (Nouvelle Zélande). Ont été élus au Conseil : **James Arputharaj** (Inde), **Keith Best** (Royaume uni), **Jean-Francis Billion (***U.E.F.*, France), **Edward Chobanian** (Etats-Unis), **Tony Fleming** (Etats-Unis), **Toshio Kozai** (Japon), **Lucio Levi (***U.E.F.*, Italie**), Peter Luff (***U.E.F.***,** Royaume uni**), Rebecca Luff (***U.E.F.***,** Royaume uni**)**, **Tony Macel (**Hollande**)**, **Francisco Plancarte** (Mexique), **Barbara Walker** (Etats-Unis), **Fergus Watt** (Canada) et **Lucy Webster** (Etats-Unis) ; ont été cooptés à sa première réunion : **Fernando A. Iglesias** (Argentine), **Peter Davidse** (Hollande), **Takahiro Katsumi** (Japon), **Jean-Paul Pougala** (Cameroun) et **Mahmoud Shariar Sharei** (Iranien, vivant en Californie). D'autres délégués sont eux nommés au Conseil par les organisations de base, dont 4 pour l'*U.E.F.-Europe*, désignés en avril dernier par notre Comité fédéral. A également été réélu le Bureau exécutif, composé de la Présidente **Lois Wilson**, du trésorier, **Edward Chobanian**, du Président du Conseil, **James Christie**, de ses deux adjoints, **Lucy Webster** et **Mitsuo Miyake** (Japon), du Président du Bureau exécutif, **Keith Best,** du Président du Comité des statuts, **Tony Fleming** et de divers membres, **Lucio Levi**, **Bente Nielsen** (Danemark) et **James Arputharaj**.
Le Directeur exécutif reste **William Pace**, épaulé de deux bureaux à New York et La Haye. D'autres bureaux employant également des salariés existent (Buenos Aires, Bruxelles, Cotonou, Mexico, Abuja, Manilles et Sana'a) sans liens réels avec les organisations locales et exclusivement en charge de l'action du *WFM*, et de la *Coalition des ONG* qu'il anime, pour la ratification du traité instituant le TPI ; l'action pour le Tribunal pénal international, financée par diverses fondations, gouvernements et par l'Union européenne, représentant pour cela une large part des ressources financières du *WFM*.

En parallèle du Congrès s'est tenue une réunion de travail de la ***Campagne pour une Assemblée parlementaire des Nations unies (UNPA)*** lancée mondialement en avril 2007 par le *Comité pour des Nations unies démocratiques,* organisation allemande associée au *WFM*. Depuis son Comité fédéral d'avril 2007 réuni à Munich, l'*UEF-Europe* soutient cette action dans laquelle sont engagées de plus en plus de personnalités et d'ONG, ainsi que divers parlements (canadien, européen et pan-africain) sous le patronage de M. Boutros Boutros-Ghali ancien Secrétaire général de l'ONU[2].

Des propositions intéressantes (renvoyées au Conseil) ont également été discutées comme celle de l'*Institut Altiero Spinelli d'études fédéralistes*, d'ouvrir davantage le Séminaire international de formation fédéraliste de Ventotene (île où furent relégués **Altiero Spinelli** et **Ernesto Rossi** par le régime de Mussolini et où ils rédigèrent clandestinement le *Manifeste de Ventotene*) aux fédéralistes mondiaux. Enfin celle de **Lucio Levi** visant à réorganiser totalement le débat politique interne ; ce qui semble fondamental, les adhérents n'ayant que peu d'occasions de débattre mais aussi des cultures associatives ou politiques fortement différenciées. Le rapprochement (inachevé) entre l'*U.E.F.-Europe* et le *WFM* rend indispensable ce travail, le *WFM* étant, d'après moi, resté durant des décennies dans un "monde politique virtuel", la Guerre froide rendant impossible tout progrès réel vers son but final, et demeuré très marqué par les seules règles de fonctionnement (votes, tenue de réunions) anglo-saxonnes, pas forcément admises ou comprises dans le reste du monde.
Depuis cette réunion de Genève, cette question vitale est clairement posée sur l'agenda du *WFM*, comme viennent de l'illustrer dans *The Federalst Debate* un compte-rendu rédigé par **Nicola Vallinoto**[3] aux critiques duquel a brièvement répondu **William Pace**[4] au nom du Secrétariat.
Quelques réformes de fonctionnement nécessaires et l'approfondissement d'une culture politique commune, celle de la paix, devraient permettre dans les prochaines années de mettre le *WFM* en position de prendre la tête de la société civile mondiale dans de nouveaux domaines, comme cela a été le

---

[2] **Une *Note de l'UEF-France* est également en préparation sur cette campagne.**

[3] **Nicola Vallinoto, « XXV Th. Congress of the World Federalist Movement Held in Geneva », *in*, *The Federalist Debate*, Turin, nouvelle série, 10° année, n° 3, novembre 2007, pp. 55-57.**

[4] **William Pace, « A Dissenting Opinion », *Op. cit.*, p. 67.**

cas il y a plus de dix ans maintenant pour la création du Tribunal pénal international.

Jean-Francis BILLION
Bureau de l'*UEF-France*
Comité fédéral de l'*U.E.F.* et Conseil du *WFM*

Jo LEINEN et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne

Nous reprenons ci-après une récente *interview* de Jo Leinen, Président honoraire de l'*U.E.F-Europe*, Parlementaire européen (*PSE* Allemagne), membre de l'*Intergroupe fédéraliste*, Président de la Commission des affaires constitutionnelles et rapporteur sur la Charte des droits fondamentaux du Parlement européen. Cet entretien a été initialement publié par la *newsletter* du Bureau de Paris du Parlement européen, pour souscription, http://www.europarl.europa.eu/paris/

Jo LEINEN dans son bureau

Q. ***La Charte des droits fondamentaux a été signée à Nice le 7 décembre 2000. Elle sera solennellement proclamée au Parlement européen, le 12 décembre à Strasbourg. Pourquoi avoir attendu sept ans pour ça ?***

JL La Charte fait partie intégrale du nouveau traité européen, dit Traité de Lisbonne : elle deviendra donc légalement contraignante. Il faut pour cela que les trois institutions européennes la proclament officiellement.
Lorsque le Traité sera ensuite adopté, les 50 droits énumérés dans la Charte feront partie du cadre juridique européen. Pour la première fois, les citoyens européens pourront défendre leurs droits devant la Cour européenne de justice, au Luxembourg.

Ils peuvent déjà défendre les droits qui sont inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme (adoptée par le Conseil de l'Europe en 1950), mais devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg (qui n'est pas liée directement aux institutions de l'Union Européenne). Comment la Charte va-t-elle s'articuler avec cette Convention ?

JL La Charte des droits fondamentaux de 2007 est plus moderne et plus complète que la Convention de 1950 du Conseil de l'Europe. Certains droits qui sont couverts dans la Charte ne l'étaient pas dans la Convention : c'est le cas par exemple du droit à un environnement sain, à la protection du consommateur, à une bonne administration, à la protection des données personnelles ou l'interdiction du clonage humain.
Nous avons de la chance en Europe ! Les citoyens bénéficient d'un double système de protection de leurs droits : d'un côté ils ont la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, de l'autre la Convention des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Je pense que c'est unique au monde.
Bien sûr, les deux Cours -celle de Strasbourg et celle de Luxembourg- devront étroitement coopérer pour que les citoyens soient protégés à 100 %. Quelque soit le cas, ils pourront aller soit à Strasbourg soit au Luxembourg.

Etes-vous personnellement fier de la Charte des droits fondamentaux ?

JL L'Europe a connu les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, avec 50 millions de morts et des violations massives des droits de l'homme, ensuite, sous le nazisme et le communisme. La protection des droits fondamentaux est désormais l'esprit de l'Europe et le cœur de son identité. C'est ce qui nous identifie, de la Pologne au Portugal : nos valeurs de civilisations, telles qu'elles sont exprimées dans la Charte.
Le fait qu'elle va devenir contraignante est un symbole fort pour l'Union européenne : cela signifie que l'Europe n'est pas qu'un grand marché, mais qu'elle protège aussi ses citoyens. C'est l'expression de l'Europe des citoyens, pas seulement de l'Europe des Etats et du marché.

Quelle sera la prochaine étape ?

JL Il n'y a pas de prochaine étape, celle-ci est la dernière ! Cela fait 50 ans que nous l'attendions…

Calendrier fédéraliste (1er semestre 2008) :

- **26 janvier 2008 : Bureau européen élargi à Turin**
- **2 févier 2008 : Commission nationale à Lyon (à confirmer)**
- **avril 2008 : soit Congrès européen, soit Comité fédéral (à Bruxelles)**
- **21 juin 2008 : États généraux de l'Europe à Lyon**
- **fin juin : congrès *U.E.F.-Europe* (si non réuni en avril)**

Nous nous efforçons d'améliorer la qualité, la lisibilité et la régularité,

de l'*Europe fédérale*, des *Notes de l'UEF-France*, du site www.uef-fr ...
merci de nous aider à leur diffusion : adhérez, diffusez, abonnez vous ! Merci.

Les unions régionales de l'*UEF-France*

UEF Alsace

La fin de l'année 2007 pour l'*UEF Alsace* est marquée par un certain regain d'activité. Nous avons ainsi reçu, le 15 septembre, la visite de **David Soldini**, Vice-Président de l'*UEF-France*, venu présenter « l'analyse faite par les fédéralistes de la crise que connaît la construction européenne depuis 2005 ». Au mois d'octobre c'est **Jean-Francis Billion,** autre membre du Bureau**,** venu à Strasbourg animer une soirée où « les rapports entre fédéralisme et internationalisme » étaient à l'ordre du jour.

Une augmentation conséquente de notre nombre d'adhérents nous a conduit, enfin, à organiser une Assemblée générale au cours de laquelle notre bureau a été renouvelé. Il se compose désormais de **Jean-Baptiste Mathieu** au poste de Président, de **Léna Morel** à celui de Secrétaire général et, enfin, de **Tristan Lauvray** qui occupe la fonction de trésorier.

C'est autour de réunions mensuelles que la section se réunit, l'occasion pour nous de débattre de l'actualité européenne et de planifier nos activités à venir, toutes orientées vers le même objectif : la Fédération européenne.

D'après le rapport de
Jean-Baptiste MATHIEU (Président)

UEF Franche Comté

Le samedi 15 décembre le tiers des membres de la section régionale à jour de cotisation se sont réunis à Besançon. L'*UEF Franche-Comté* continue un travail de popularisation du fédéralisme et de l'idée européenne en contact suivi avec la *Maison de l'Europe*, le *Mouvement européen* et *Europe Direct*. Les participants ont décidé de poursuivre leurs activités tout en reconnaissant diverses difficultés.
L'*UEF Franche-Comté* a décidé d'organiser une réunion publique lors et à l'occasion de la ratification du Traité de Lisbonne afin de mieux capter l'attention des médias et des décideurs régionaux.

D'après le rapport de
Yves LAGIER (Président)

UEF « Grand-Sud »
(Midi-Pyrénées plus département de l'Aude)

Le samedi 3 novembre s'est déroulée l'Assemblée générale de l'*UEF* régionale qui a en particulier procédé aux nominations du nouveau Bureau (Président **Philippe Feral**, secrétaire **Jean-Marc Marty** et trésorier **Dominique Bourdoux** ; **Mohamed Benhabili** a pour sa part été désigné comme contrôleur de gestion de l'association. Toutes ces décisions ont été prises à l'unanimité des membres présents et représentés avant que ne soit fait le point des actions récentes et futures de la section et ne soit adoptée à l'unanimité une résolution adressée à la Commission nationale.

L'Assemblée générale a acté pour le premier trimestre 2008 les trois opérations suivantes :

- *Café Europe du Grand Sud* (*CAFEGS*) au mois de janvier 2008 sur le thème de « l'*Euro-Méditérannée* »avec Bernard Labattut, Maître de conférence à l'*IEP* de Toulouse ;
- *Café Europe du Grand Sud* (*CAFEGS*) au mois de février 2008 sur le thème du « ***fédéralisme mondial*** » avec Jean-Francis Billion, auteur de *Mondialisme, fédéralisme européen et démocratie internationale* (éd. *Fédérop*) ;
- dans le cadre du dispositif partenarial « *Europa Ecole* », une première conférence-débat au lycée de St. Orens de Gameville avec une personnalité d'envergure nationale (restant à déterminer) sur le thème : « *Donner du sens à la construction européenne* ». D'autres conférences pourraient suivre à Toulouse et Carcassonne.

Il a également été décidé de développer notre présence spécifique sur le *WEB* au travers du blog animé par **Olivier Martin** : http://feral31.free.fr
Avec ses modestes moyens, la section *UEF Grand Sud* donne donc la priorité aux activités pédagogiques grand public. Ce type de démarche doit nous permettre d'atteindre un double objectif :

- d'une part, donner corps à notre objet principal relatif à la diffusion et la promotion de l'idée européenne vers tous les publics, notamment les jeunes ;
- d'autre part, améliorer notre positionnement dans le paysage associatif, en mettant l'accent sur des activités potentiellement médiatiques, vecteur d'un renforcement en terme de visibilité.

Autres actions récentes

- Divers membres ont participé en septembre à Toulouse à l'Université d'été des *Jeunes Européens -France*.

De gauche à droite, Alexandre LABATIE, Président *JE Toulouse*, *Jean-Luc MOUDENC*, Maire de Toulouse, Philippe FERAL, Président *UEF M-P*, et, Pauline GESSANT, Présidente *JE France*

- Divers responsables de la section ont rencontré le 3 décembre **Jean-Francis Billion**, du Bureau, auquel ils ont fait part du souhait que l'*UEF-France* lance une action nationale à laquelle chaque section pourrait réellement contribuer et amener sa pierre.
- Le mardi 4 décembre **Jean-Marc Marty** et **Jean-Francis Billion** ont participé, à l'invitation du *Cercle Radical de gauche de Toulouse*, à une conférence du Professeur **Albert Jacquard** sur le thème des citoyennetés européenne et mondiale.

D'après le rapport de Philippe FERAL (Président)

UEF Paris - Ile de France

A Paris, le 19 octobre, à la veille de la réunion de la Commission nationale, l'*UEF* a rassemblé, à la Délégation du Parlement européen, une trentaine de personnes cherchant une réponse à la question « Quel avenir pour le processus constitutionnel européen ? »

Autour de la « table ronde », animée par Jacques Chauvin, quatre intervenants, ont apporté des éléments de réponse :

- **Jean-Guy Giraud**, l'infatigable délégué du PE en France, a fait la synthèse objective des éléments de la situation, qu'il s'agisse de l'humeur combative de la majorité du Parlement, des tensions au sein du Conseil ou des promesses du traité à ratifier ;
- **Alessandro Giacone**, expert en histoire de la construction européenne[5], s'est voulu rassurant : le « non » est un accident venu après bien d'autres et cet accident, comme les précédents, devrait être suivi de nouveaux pas en avant ;
- **Frédéric Alemand**, chargé de recherche à la *Fondation pour l'innovation politique*, a exploré quelques unes des voies au long desquelles ces nouveaux pas pourraient être faits, malgré bien des obstacles trop évidents ;
- **David Soldini**, Vice-président de l'*UEF-France*, s'est enfin attaché à proposer aux citoyens de faire campagne, dès les prochaines élections parlementaires, pour une démocratisation des institutions de l'Union européenne : une voie qui, selon lui, ne peut mener qu'à l'Europe que tous les fédéralistes veulent.

Comme à l'accoutumée, les échanges avec la salle apportèrent quelques éclaircissements de la part des intervenants et, comme il n'est pas toujours coutume, de vifs encouragements manifestant une réelle impatience d'Europe.

UEF Rhône-Alpes

L'*UEF Rhône-Alpes* a été depuis le mois de septembre été partie prenante de deux conférences importantes, la 1ère avec **Alain Réguillon** sur les « frontières de l'Europe », organisée en partenariat avec la *Chronique sociale*, et la 2ème avec le professeur **Florence Chaltiel**, universitaire à Grenoble, en partenariat avec *Europe et mondialisation* et d'autres organisations, à l'*Université Jean Moulin* sur le *Peuple européen*.
Un certain nombre de militants ont également pu participer à deux importants colloques, l'un organisé à l'occasion de l'anniversaire du Procès Barbie, sur le thème des « crimes de guerre et de la justice internationale » par le *Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation* et l'autre sur le thème « Penser la mondialisation avec Jacques Maritain » dont a largement rendu compte le numéro de novembre de la *Lettre de l'UEF Rhône-Alpes*.
Jean-Paul Truchet a représenté l'*UEF* à une nouvelle rencontre des Comités de jumelage de la région à Aix-les-Bains organisée par *Europe Direct.*

Place de la République à Lyon, l'*UEF* était présente le samedi 10 novembre, autour d'un stand pour interpeller les citoyens. A la veille du 11 novembre nous avons ainsi réaffirmé la nécessité « **d'unir l'Europe pour unir le monde** », seul moyen de réaliser la paix et expliqué que, même si le Traité de Lisbonne était ratifié, l'Europe politique restait à construire. D'autres occasions nous seront prochainement données par la nouvelle campagne de l'*U.E.F.-Europe* dans la perspective des élections européennes de 2009 de montrer dans d'autres communes de la région le nouveau « stand fédéraliste » conçu et réalisé à cette occasion.

Le 8 décembre, l'*UEF* régionale et l'*UEF-France* ont accueilli **Guido Montani** du *MFE* italien pour une Conférence à la *Maison de l'Europe* (*cf.* texte de son intervention) à laquelle ont également participé **Benoît Courtin,** Président des *JE Lyon* et la Vice-présidente de cette association.
Le 13 novembre les militants de l'*UEF* ont enfin participé avec les *JE*, Place Bellecour à Lyon, à l'action

[5] **Il vient de mettre au point la réédition du livre de *L'Europe difficile* de Bino OLIVI, coll. Folio, éd. Gallimard.**

supranationale de la *JEF Europe*, « *I want my Flag back* ».

Un blog *européen et fédéraliste à Lyon*

« ***Lyon für Europe*** » (ou « ***Lyon for Europe*** » ou « ***Lyon 4 Europe*** » ou « ***Lyon pour l'Europe*** ») est un *blog* qui a vocation à informer sur les associations, évènements, lectures, outils, mobilisations militantes pro-européennes et centrées sur Lyon et sa région. Le *blog* s'efforce de s'inscrire dans une démarche « non politicienne » en relayant juste les informations pro-européennes issues du monde politique.

Frédéric Herbelleau, membre de l'*UEF* et du *ME Rhône*, fondateur et animateur du *blog*, invite tous nos sympathisants et adhérents à le visiter, ou à y contribuer :
http://lyon4europe.canalblog.com/

POINTS DE VUE FEDERALISTES

Une vérité européenne qui dérange : il n'y aura pas d'unité politique tant que la France et l'Allemagne ne la désireront pas vraiment

Sans la contribution de la France et de l'Allemagne, les Européens n'auraient pas réussi à mener à bien, en cinquante ans d'intégration européenne, une coopération indéniablement réussie en matière de sécurité, de politique monétaire, de développement économique. Pour cette raison les Européens, sans la France et l'Allemagne, seront dans l'incapacité de faire face à la nécessité de fonder un nouvel Etat fédéral européen à l'échelle du continent susceptible, d'une part, de peser dans les nouveaux équilibres mondiaux, d'autre part, de répondre aux conséquences de la mondialisation, des changements climatiques et des déséquilibres croissants entre les différentes régions du monde.
Le choix entre décider, possible bien que difficile, de fonder une fédération européenne ou se borner à subir les évènements qui, tels les élargissements vers les pays du centre et de l'est de l'Europe, conduisent à la dilution de l'Union européenne dans une zone de libre échange s'est posé aux chefs d'Etats et de gouvernements, et notamment ceux de la France et de l'Allemagne, après la chute du mur de Berlin et la création de la monnaie européenne. Choisir la Fédération européenne aurait été la traduction, et le demeure encore, d'une initiative courageuse et clairvoyante tendant à créer un noyau initial à partir d'un nombre restreint d'Etats. La France et l'Allemagne n'ont pas souhaité faire ce choix, et aujourd'hui encore n'entendent pas poursuivre cet objectif, en dépit de l'évidente faiblesse de l'Union, impuissante et divisée et dans laquelle nombre de pays, parmi lesquels figurent des membres fondateurs, doivent faire face à des crises politiques nationales à l'issue incertaine.
Force est de reconnaître qu'en France et en Allemagne la plupart des dirigeants, des membres de la classe politique, du monde de la culture et de la société civile, lorsqu'ils ont à prendre des décisions, ne raisonnent pas en termes d'un pouvoir européen mais de leurs seuls pouvoirs nationaux respectifs.
Ils s'en tiennent à des hommages peu sincères envers l'idée de l'unité européenne et sa nécessité alors qu'il ne se passe pas un jour sans que ne soient démontrés les mérites et avantages d'une plus grande coopération européenne dans de multiples domaines. Mais, malheureusement, aucun jour ne se passe également sans l'annonce de l'impasse de tel ou tel projet trans-européen, de l'agenda de Lisbonne à Airbus en passant par le programme Galileo. En fait les choix politiques continuent à être déterminés par le maintien et le renforcement des souverainetés nationales dans les secteurs clés de la défense, de la politique extérieure, de l'économie, le tout créant de dangereuses attentes nationalistes dans la société.
En vérité aucun pays européen ne peut aspirer avec réalisme à retrouver un statut de puissance régionale ou mondiale ni revenir au modèle de civilisation et de développement que nous avons définitivement perdu face aux Etats-continents tels que les Etats-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde.
Maintenir le même cap équivaut à se préparer à de nouveaux désastres.
Sans Etat fédéral européen, le destin de l'Europe, et par là-même celui de la France et de l'Allemagne, est scellé : les Européens connaîtront un long, mais inexorable, déclin politique, moral, matériel. A la moindre crise sérieuse, les petits Etats européens, individuels et inadéquats seront balayés.
Les gouvernements, les parlements, les élus de France et d'Allemagne doivent savoir que la création de l'Europe leur incombe et qu'il en est de leur responsabilité historique et politique. Telle est cette vérité qui dérange et qu'un nombre croissant d'Européens commence à ressentir. C'est également le message délivré par ceux qui veulent une Europe politique et qui continueront à faire pression sur ceux dont le premier devoir politique consiste à mener à bien cette tâche.

Yves LAGIER (Besançon)
Président *UEF Franche Comté*

Pour des professions de foi électorales bilingues en Alsace

La suppression du remboursement des professions de foi en allemand en *Alsace-Moselle* est une décision nationale irresponsable. Elle revient à nier l'histoire alsacienne, celle d'une région à la confluence des cultures latine et germanique. Elle s'avère à contre-courant de la construction européenne, comme de tous les efforts visant à promouvoir, de part et d'autre du Rhin, la

maîtrise de la langue du voisin par les jeunes générations. Elle contribue par ailleurs à rejeter une frange âgée de la population alsacienne, plus à l'aise dans la langue allemande qu'en français.

Je me joins donc aux demandes de rétablissement du remboursement des professions de foi bilingues. L'Etat devrait afficher un réel volontarisme dans la défense des langues et des cultures locales. Il est regrettable qu'une fois de plus notre pays s'illustre par un dénigrement des spécificités de ses provinces périphériques. La "France de l'extérieur", celle des régions à forte identité, mériterait d'être valorisée et défendue comme témoignage de l'ouverture et de la richesse culturelle de notre nation.

Frédéric Le JEHAN (Strasbourg)
Conseiller municipal *UDF-Modem* de Strasbourg
Conseiller de la Communauté urbaine
Membre de la Commission nationale de l'*UEF-France*

Les fédéralistes français en ligne :

- *UEF France* : www.europe-federale.asso.fr – www.uef.fr
- *JE France* : www.jeunes-europeens.org
- *Le Taurillon* : www.taurillon.org

Sommaire

***EDITORIAL* : Jacques CHAUVIN**

Comité fédéral (Prague – 10/11 12 07)
Vie de l'*UEF-France*
Conférence de Guido MONTANI
19° Congrès de la *JEF Europe*
Intergroupe fédéraliste au PE
Dans 50 villes : la *JEF-Europe* dans la rue, « *I want my Flag back* »
Le drapeau fédéraliste - David SOLDINI
Présidence française de l'UE
Genève – XXV° Congrès du *WFM* - Jean-Francis BILLION
***Interview* de Jo LEINEN**
Calendrier fédéraliste (1° Sem. 2008)
Vie des sections régionales
Une vérité européenne qui dérange - Yves LAGIER
Pour des professions de foi électorales bilingues en Alsace - Frédéric Le JEHAN
La Breizh Touch, fête européenne - Valéry-X LENTZ

La *Breizh Touch*, fête européenne

Valéry-Xavier LENTZ
Membre du Bureau de l'*UEF-France*

La *Breizh Parade*, ce 23 septembre à Paris, a été une réussite totale. 3.000 danseurs et musiciens venus de toutes les régions de Bretagne et des pays de culture celte ont défilé sur les Champs-Élysées devant une foule considérable (*cf.* en ligne : www.breizhtouch.com).

J'étais en famille à la *Breizh Touch* -parade bretonne- sur les Champs Élysées à Paris. Si l'idée m'avait fait d'abord sourire malgré ma sympathie pour la cause régionale, il s'avère que l'évènement était une fête populaire et sympathique qui a su toucher le public.

Bien au delà de la Bretagne, c'est tout le monde celtique qui était invité. Les représentants venus d'Irlande, du Royaume-uni, d'Espagne... ont rejoint ceux des régions bretonnes pour un spectacle en définitif européen.

Une idée pour un 14 juillet fidèle à ses origines ?

En voyant un tel spectacle on se laisse entraîner à rêver à un 14 juillet qui ne serait pas juste un défilé militaire mais avant tout une fête des provinces françaises, à l'image de l'événement que cette date est supposé commémorer, la **Fête de la Fédération** du 14 juillet 1790.

Si la présence des militaires est la bienvenue -il faut après tout que le pays voit de temps à autres ceux qui assurent sa défense et leur rende hommage- une fête nationale n'est pas nécessairement la fête de l'armée. Une parade festive reflétant la diversité du pays serait me semble-t-il -avant le défilé militaire- parfaitement appropriée.

BULLETIN D'ADHESION A L'*UEF-France*

M/Mme/Melle …… Prénom ……
Adresse ……
Code postal …… Ville ……
Date de naissance ……
Profession ……
Fonctions associatives (facultatif) ……
Tél. …… Fax …… Mail ……
Date …… Signature ……

A retourner à : *UEF-France* : c/o Europe Direct – 13 Rue de l'arbre sec – 69001 LYON

Adhésions :
- « Partisans de la Fédération européenne »

- **Adhésion « prise de contact », valable 2 ans ; prix réduit ne donnant pas droit à être élu aux charges de l'organisation**
- **individuelle : 35 euros**
- **conjoint(e) : 20 euros**
- **étudiant(e) et/ou demandeur d'emploi : 15 euros**
- **cotisation de soutien : (à partir de) 100 euros**

Publication de l'*UEF* – *France*

***Europe fédérale* – *c/o Europe Direct* - 13 R de l'arbre sec - 69001 Lyon**

Imprimerie* L'INTERFACE *48 Rue Decomberousse – 69100 Villeurbanne